

## **CAMEROUN:**

Âgé de 93 ans, Paul Biya veut un vice-président, une réforme qui fait débat

## **TCHAD**

Un nouveau gouvernement de 37 membres nommé, un ancien proche de Succès Masra dans l'équipe

## **SÉNÉGAL**

Cinglant revers pour Macky Sall, sa candidature torpillée par l'Union africaine, Dakar en première ligne

## **MONDIAL 2026**

La RDC fait plier la Jamaïque et retrouve la Coupe du monde 52 ans après

## **OUGANDA**

Une école maternelle frappée par une attaque mortelle, quatre enfants tués

**L'EX-MINISTRE LAURE  
ZONGO/HIEN CONDAMNÉE À 5 ANS  
DE PRISON FERME**

# Table des matières

## **03** EDITO

## **04** POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

## **13** ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui – croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

## **16** SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement – entre traditions, modernité et nouveaux récits.

# EDITO



**DR.  
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

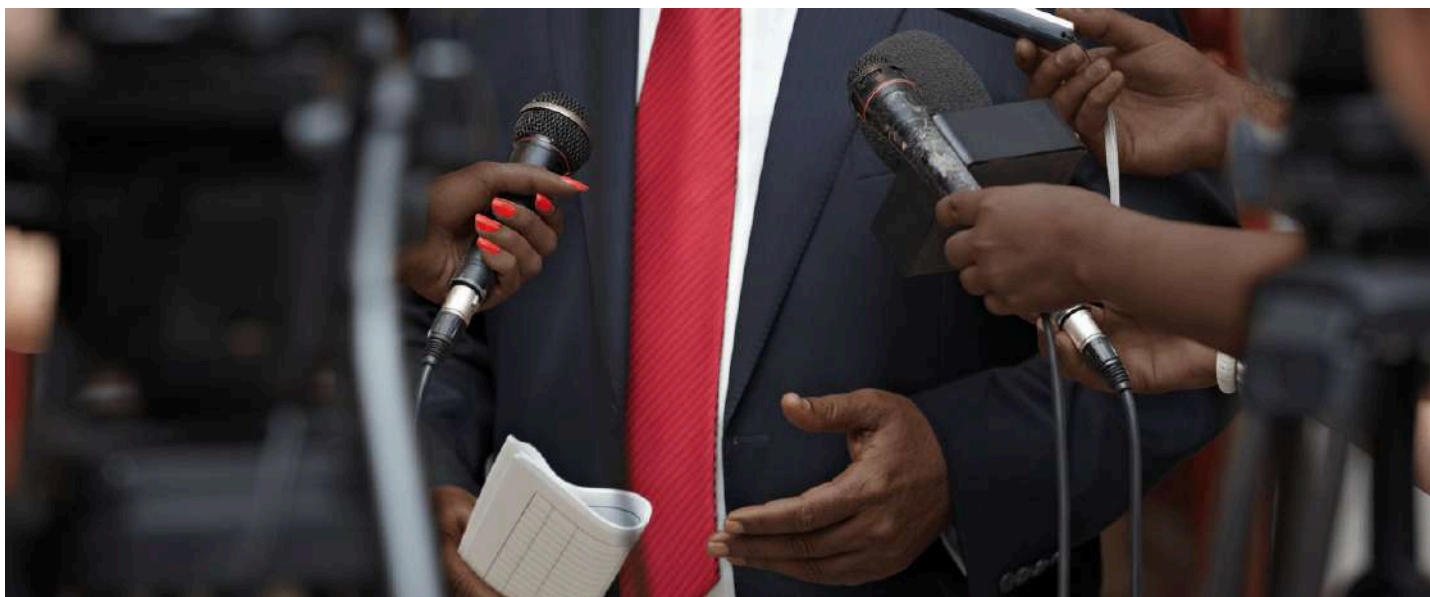
Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

*Emmanuel Mian*



**01 BURKINA FASO**  
L'ex-ministre Laure Zongo/Hien condamnée à 5 ans de prison ferme pour détournement de fonds publics

**02 CAMEROUN**  
Âgé de 93 ans, Paul Biya veut un vice-président, une réforme qui fait débat

**03 TCHAD**  
Un nouveau gouvernement de 37 membres nommé, un ancien proche de Succès Masra dans l'équipe

**04 BENIN**  
Kemi Seba au cœur d'une vive polémique après la diffusion d'audios évoquant des projets de déstabilisation

**05 SÉNÉGAL**  
Cinglant revers pour Macky Sall, sa candidature torpillée par l'Union africaine, Dakar en première ligne

**06 NIGER**  
Tiani durcit le ton et retire la nationalité à deux proches de Bazoum

# Burkina Faso : L'ex-ministre Laure Zongo/Hien condamnée à 5 ans de prison ferme pour détournement de fonds publics

Au Burkina Faso, un verdict très attendu est tombé ce vendredi 27 mars à Ouagadougou dans une affaire de détournement de fonds publics qui a profondément marqué l'opinion. L'ancienne ministre de l'Action humanitaire, Laure Zongo/Hien, a été condamnée à cinq ans de prison ferme pour son implication dans un système de malversations visant des ressources destinées aux populations déplacées par les violences terroristes.

Au cœur du dossier, plus de 3 milliards de francs CFA, soit environ 4,6 millions d'euros, auraient été indûment captés par plusieurs responsables du ministère. Selon la justice, ces fonds devaient servir à soutenir plus de deux millions de personnes contraintes de fuir leurs localités.

Six autres agents étaient également poursuivis pour des faits allant du détournement à l'enrichissement illicite et au blanchiment. Parmi eux, un prévenu a été condamné à cinq ans ferme, un autre à une peine avec sursis, tandis que quatre ont été relaxés faute de preuves suffisantes.

Ce procès s'inscrit dans la continuité d'une première procédure liée à l'affaire dite « Amidou Tiegnan ». Ce fonctionnaire, déjà condamné fin 2024 pour des faits similaires, avait mis en cause plusieurs de ses collègues, déclenchant cette nouvelle vague de poursuites.

D'après le parquet, les accusés auraient mis en place des mécanismes sophistiqués pour détourner les fonds publics : facturations gonflées, contrats fictifs et signatures falsifiées figuraient parmi les méthodes utilisées.

Ce jugement marque une étape importante dans la lutte contre la corruption dans un contexte particulièrement sensible, où les ressources publiques sont cruciales pour faire face à une crise humanitaire majeure.



# Cameroun : Âgé de 93 ans, Paul Biya veut un vice-président, une réforme qui fait débat



Dans le contexte actuel, cette disposition prend une dimension particulière. Le président Paul Biya, âgé de 93 ans et en fonction pour un nouveau mandat courant jusqu'en 2032, pourrait ainsi désigner un successeur institutionnel direct en cas d'empêchement.

Au Cameroun, une possible évolution majeure des institutions est désormais sur la table. Réunis en Congrès à Yaoundé le 2 avril 2026, députés et sénateurs examinent un projet de révision constitutionnelle porté par la présidence. Au cœur de cette réforme : l'introduction d'un poste inédit de vice-président de la République.

Après plusieurs semaines de spéculations, la publication du texte a levé toute ambiguïté. L'exécutif souhaite bel et bien instaurer une fonction de vice-président, nommé directement par le chef de l'État pour l'assister dans ses missions. Cette innovation ne remplace pas le poste de Premier ministre, mais vient plutôt ajouter un troisième pôle au sein de l'exécutif.

Le projet prévoit également une modification significative dans l'ordre de succession. Jusqu'à présent, en cas de vacance du pouvoir, c'est le président du Sénat qui assurait l'intérim. Désormais, cette responsabilité reviendrait au vice-président, chargé d'achever le mandat en cours.

Sans surprise, certains acteurs de la société civile dénoncent une réforme menée sans véritable consultation nationale. Le juriste Jean Calvin Aba'a Oyono évoque notamment une révision unilatérale d'un texte fondamental, tandis que Philippe Nanga redoute une possible transmission du pouvoir « de gré à gré ».

Du côté de la majorité, le ton est plus mesuré. On appelle à ne pas tirer de conclusions hâtives, insistant sur le caractère évolutif des Constitutions et sur l'ouverture du débat parlementaire.

Au-delà des aspects techniques, cette réforme relance le débat sur la succession au sommet de l'État. Le profil du futur vice-président, s'il est institué, deviendrait un élément central de la vie politique camerounaise.

Les discussions parlementaires en cours s'annoncent donc déterminantes pour l'avenir institutionnel du Cameroun, dans un contexte où chaque ajustement constitutionnel est scruté avec attention, tant à l'intérieur du pays qu'à l'international.

# Tchad : Un nouveau gouvernement de 37 membres nommé, un ancien proche de Succès Masra dans l'équipe

Le paysage politique tchadien vient de connaître un nouveau réajustement. Le 1er avril, la présidence a officialisé la composition d'un gouvernement de 37 membres, toujours placé sous l'autorité du Premier ministre Allah Maye Halina. Si la nouvelle équipe s'inscrit globalement dans la continuité, quelques mouvements ciblés attirent l'attention et suscitent déjà des commentaires.

Parmi eux, l'entrée de Sitack Yombatina au poste de ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle marque un tournant notable.

Ancien vice-président du parti Les Transformateurs, il avait quitté cette formation en août 2025 dans un contexte particulièrement tendu, au lendemain de la condamnation de son leader, Succès Masra, à une lourde peine de prison.

Aujourd'hui, sa nomination au gouvernement relance les débats. Pour certains observateurs, elle pourrait apparaître comme une forme de reconnaissance politique de la part du pouvoir. Le chercheur Remadji Hoinathy évoque ainsi un schéma déjà observé par le passé, rappelant le parcours de Moustapha Masri, lui aussi ancien cadre des Transformateurs ayant rejoint la sphère gouvernementale après son départ du parti.

Sitack Yombatina prend la succession de Tom Erdimi, qui avait quitté ses fonctions quelques semaines plus tôt. Ce dernier avait démissionné après l'abandon d'une réforme majeure qu'il portait, mettant fin à son passage au sein de l'exécutif.

Au final, ce remaniement, sans bouleverser l'équilibre général du pouvoir, révèle des ajustements politiques subtils, où trajectoires individuelles et stratégies d'alliance continuent de redessiner les contours du gouvernement tchadien.



# Bénin : Kemi Seba au cœur d'une vive polémique après la diffusion d'audios évoquant des projets de déstabilisation

Une controverse secoue actuellement le Bénin suite à la diffusion d'enregistrements audio attribués au panafricaniste Kemi Seba, connus pour ses positions critiques envers le gouvernement béninois et la France. Les contenus, partagés massivement sur WhatsApp et les réseaux sociaux, suscitent une forte inquiétude quant à la sécurité publique et la responsabilité des acteurs politiques.

Selon les audios, présentés comme des échanges entre Kemi Seba et un certain Agbaza, plusieurs projets d'attaques contre des personnalités politiques seraient évoqués. Les enregistrements mentionneraient l'usage d'armes, y compris de grenades et de tireurs d'élite, ainsi que des cibles potentielles lors de rassemblements publics tels que les Vodun Days. Ces révélations ont provoqué stupeur et indignation sur les réseaux sociaux.

Face à la diffusion des fichiers, certains soutiens de Kemi Seba ont d'abord émis des doutes sur leur authenticité, évoquant la possibilité de manipulations ou de montages réalisés via l'intelligence artificielle. Kemi Seba lui-même a pris la parole dans une vidéo publiée sur ses réseaux. Il reconnaît avoir eu des échanges avec l'individu cité, mais affirme que les extraits circulant auraient été sortis de leur contexte, sans clarifier précisément les passages incriminés. Cette explication n'a pas apaisé les inquiétudes, laissant persister le flou autour de la portée réelle des propos.

## Réactions et pressions publiques

La diffusion des audios a provoqué une vague de critiques, même parmi les proches du militant. Sur Facebook, Cornélia Glele a dénoncé un « discours alarmant » et a appelé à des sanctions judiciaires. De son côté, l'influenceur Aquilas Cronos Hounkanlin a relaté avoir été bloqué par Kemi Seba après avoir commenté la vidéo, rappelant la gravité des références à des financements et des tentatives de déstabilisation évoquées dans les enregistrements. Habib Ahandessi a également jugé les propos « indéfendables » et s'est déclaré préoccupé par la possibilité de violences de grande ampleur.

## Enjeux sécuritaires et contexte légal

Dans le droit béninois, tout appel à la violence ou à des actions armées contre des institutions ou des citoyens constitue une infraction pouvant entraîner des poursuites pour atteinte à la sûreté de l'État ou incitation à des actes criminels. Kemi Seba fait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt et est poursuivi dans le cadre du coup d'État manqué du 7 décembre dernier, renforçant le poids symbolique et judiciaire de cette affaire.

Cette polémique met en lumière les tensions persistantes entre certains militants panafricanistes et les autorités béninoises, tout en soulevant des questions sur la sécurité publique et la responsabilité des acteurs dans un contexte politique déjà sensible.



# ONU : Cinglant revers pour Macky Sall, sa candidature torpillée par l'Union africaine, Dakar en première ligne



Le projet n'aura pas passé l'épreuve du consensus. Réunis autour d'une proposition portée par le Burundi, les États membres de l'Union africaine (UA) ont majoritairement rejeté l'idée de soutenir l'ancien président sénégalais Macky Sall pour le poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Soumise le 27 mars aux 55 pays de l'organisation continentale, l'initiative s'est heurtée à une opposition significative : une vingtaine d'États, dont le Sénégal lui-même, ont exprimé leur refus. Ce seuil dépasse largement la limite tolérée par la procédure dite d'« approbation tacite », qui exige l'absence d'objection de plus d'un tiers des membres.

À Dakar, la position des autorités actuelles ne laisse guère de place au doute. Dans un courrier officiel adressé à l'UA, la mission permanente du Sénégal a clairement indiqué que le gouvernement n'avait « à aucun stade » soutenu cette candidature, ni même été associé à sa formulation. Une manière de marquer une rupture nette avec l'ancien chef de l'État.

Ce rejet ne se limite pas au Sénégal. Des puissances régionales comme la Tunisie, l'Afrique du Sud ou encore le Nigeria ont également décliné l'initiative. Abuja a notamment invoqué le principe de rotation géographique, estimant que le prochain secrétaire général devrait provenir d'Amérique latine ou des Caraïbes, et non du continent africain.

En toile de fond, ce revers diplomatique reflète aussi des tensions politiques internes au Sénégal. Depuis l'alternance survenue il y a deux ans, les relations entre les nouvelles autorités et Macky Sall restent marquées par la défiance. L'ancien président est notamment critiqué pour sa gestion économique et pour la répression de manifestations politiques ayant causé plusieurs dizaines de morts entre 2021 et 2024.

Avec l'absence de soutien continental, les perspectives de voir Macky Sall succéder à António Guterres à la tête de l'ONU apparaissent désormais fortement compromises.



# Niger : Tiani durcit le ton et retire la nationalité à deux proches de Bazoum

Au Niger, les autorités poursuivent leur politique de sanctions ciblées contre des figures associées à l'ancien régime. Par un décret signé le 1er avril 2026, le général Abdourahamane Tiani, à la tête du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), a décidé de retirer provisoirement la nationalité nigérienne à deux personnalités considérées comme proches de l'ex-président Mohamed Bazoum.

Les personnes concernées, Aminata Takoubakoye Boureima et Djibo Yaya, sont accusées par les autorités d'avoir mené des activités jugées contraires à la stabilité du pays. Selon les informations relayées par l'Agence nigérienne de presse, elles seraient impliquées dans la diffusion de contenus susceptibles de perturber l'ordre public, ainsi que dans des faits de diffamation, d'injures en ligne et même d'apologie du terrorisme.

Le profil des deux intéressés illustre leur proximité avec l'ancien pouvoir. La première a dirigé l'Institut national de la statistique durant la présidence de Mohamed Bazoum, tandis que le second a exercé des fonctions au sein de son cabinet.

Cette décision s'inscrit dans un cadre juridique mis en place par les autorités militaires depuis 2024. En effet, le décret s'appuie sur une ordonnance adoptée en août de la même année, puis révisée en octobre, qui prévoit notamment la constitution d'un fichier regroupant des individus ou entités soupçonnés d'atteintes graves à la sécurité nationale ou aux intérêts fondamentaux de l'État.

Depuis l'instauration de ce dispositif, plusieurs séries de sanctions ont été prononcées. Avec ces deux nouveaux cas, le nombre total de personnes visées atteint désormais vingt. Les précédentes vagues remontent à octobre et novembre 2024, puis à janvier 2025, et concernaient déjà des figures liées à l'ancien régime renversé lors des événements de juillet 2023.

Présentée comme temporaire, la déchéance de nationalité décidée cette semaine confirme néanmoins la volonté des autorités de transition de maintenir une pression constante sur les anciens cercles du pouvoir, dans un contexte politique toujours marqué par de fortes tensions.





**01 ETHIOPIE**  
Forum « Invest in Ethiopia 2026 », Addis-Abeba attire plus de 13 milliards de dollars d'investissements

**02 MALI**  
Le carburant manque, les tensions montent, l'économie en alerte

# Éthiopie : Forum « Invest in Ethiopia 2026 », Addis-Abeba attire plus de 13 milliards de dollars d'investissements

L'Éthiopie semble franchir un cap dans sa stratégie d'ouverture économique. À l'issue du forum « Invest in Ethiopia 2026 », le pays a annoncé avoir sécurisé plus de 13 milliards de dollars de promesses d'investissements, un niveau sans précédent qui contraste fortement avec les 1,6 milliard enregistrés l'année précédente.

Derrière ce bond spectaculaire se dessine une volonté claire: accélérer la transformation économique. Les engagements portent sur des secteurs jugés structurants comme l'industrie manufacturière, l'agriculture, l'énergie et la construction. Autant de piliers destinés à soutenir une croissance durable et à renforcer les capacités productives nationales.

Pour les autorités d'Addis-Abeba, cette dynamique reflète un regain de confiance des investisseurs internationaux. Le pays, qui compte près de 130 millions d'habitants, se positionne comme l'un des marchés les plus prometteurs du continent africain, juste derrière le Nigeria en termes de population.

Cette attractivité s'explique en partie par une série de réformes engagées ces dernières années. Le gouvernement dirigé par Abiy Ahmed a entrepris de moderniser une économie historiquement marquée par un fort contrôle étatique. Parmi les mesures phares figure la libéralisation du régime de change annoncée en 2024 dans le cadre d'un accord avec le Fonds monétaire international, permettant désormais aux banques commerciales de fixer leurs taux.

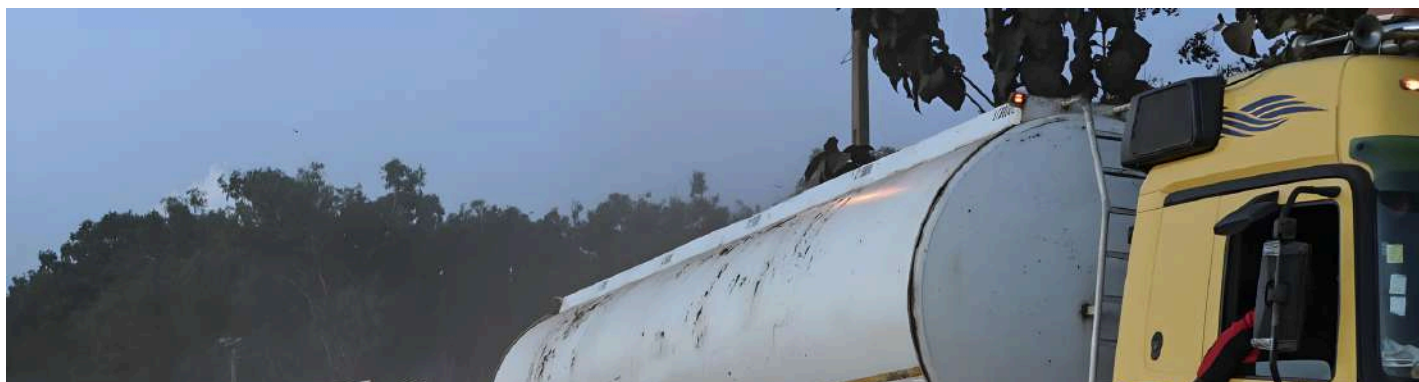
Autre signal d'ouverture, le lancement d'une bourse nationale en 2025, symbole d'une volonté d'intégration progressive aux marchés financiers internationaux.

Malgré ces avancées, les défis restent considérables. Selon la Banque mondiale, plus de 40 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté. Une réalité qui contraste avec les ambitions affichées d'une croissance économique avoisinant les 10 % à l'horizon 2026.

Entre réformes structurelles et afflux de capitaux, l'Éthiopie joue désormais une carte décisive : transformer l'intérêt des investisseurs en développement concret pour sa population.



# Mali : Le carburant manque, les tensions montent, l'économie en alerte



À Bamako, l'arrivée récente de centaines de camions-citernes a apporté un léger soulagement, mais elle ne suffit pas à dissiper les inquiétudes. Depuis plusieurs jours, la capitale malienne faisait face à une pénurie critique de gasoil, provoquant des files d'attente interminables dans les rares stations encore approvisionnées.

Cette crise s'inscrit dans un contexte déjà fragile. D'un côté, la hausse mondiale des prix de l'énergie, liée notamment aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, pèse sur les coûts d'importation. De l'autre, les difficultés d'approvisionnement internes, accentuées par l'embargo imposé par des groupes jihadistes depuis plusieurs mois, compliquent considérablement l'acheminement du carburant à travers le pays.

Face à cette situation, les autorités de transition ont récemment décidé d'augmenter les prix réglementés du carburant, jusque-là subventionnés. Une mesure qui a immédiatement eu des répercussions sur l'ensemble de l'économie, en particulier dans les secteurs du transport et de l'industrie.

Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. Il accuse désormais certains opérateurs économiques de profiter de la crise pour augmenter leurs prix de manière abusive. Sans citer d'exemples précis, le ministère de l'Industrie et du Commerce a mis en garde contre toute hausse jugée injustifiée, promettant des sanctions. De son côté, le ministère des Transports pointe du doigt certaines compagnies d'autocars, soupçonnées d'avoir appliqué des augmentations disproportionnées.



Sur le terrain, la réalité semble plus nuancée. Si certains abus sont reconnus, de nombreux acteurs économiques expliquent qu'ils n'ont d'autre choix que de répercuter la hausse du coût du carburant, notamment celle du gasoil, essentiel pour les activités de transport et de production. D'autres évoquent une contrainte supplémentaire : l'obligation de s'approvisionner sur le marché noir en raison des pénuries, ce qui entraîne des coûts bien supérieurs aux tarifs officiels.

Parallèlement, le gouvernement tente d'anticiper les crises futures. Un projet de création d'un stock national stratégique de produits pétroliers a été adopté en Conseil des ministres. L'objectif est de disposer d'une réserve couvrant jusqu'à 45 jours de consommation. Une initiative ambitieuse, mais qui reste, pour l'heure, difficile à concrétiser dans un pays déjà confronté à des déficits chroniques d'approvisionnement.

Ainsi, au-delà de la crise immédiate, le Mali se trouve face à un défi structurel : sécuriser durablement son accès à l'énergie dans un environnement instable, tout en préservant l'équilibre économique et social.



**01 CÔTE D'IVOIRE**  
Abidjan, nouveau hub africain du financement climatique

**02 MONDIAL 2026**  
La RDC fait plier la Jamaïque et retrouve la Coupe du monde 52 ans après

**03 RDC**  
Une prison frappée de plein fouet par le choléra, 11 morts et des dizaines de cas enregistrés

**04 MONDIAL 2026**  
Le Ghana chasse son sélectionneur Otto Addo à 73 jours de la compétition

**05 OUGANDA**  
Une école maternelle frappée par une attaque mortelle, quatre enfants tués

# CÔTE D'IVOIRE : ABIDJAN, NOUVEAU HUB AFRICAIN DU FINANCEMENT CLIMATIQUE



C'est une nouvelle étape franchie par la Côte d'Ivoire dans son positionnement international. Abidjan la capitale économique ivoirienne a, en effet, été désignée pour accueillir le bureau régional Afrique du Fonds Vert pour le Climat (FVC), à l'issue d'une session tenue du 25 au 28 mars à Incheon en République de Corée.

Ce choix stratégique reflète la montée en puissance de la Côte d'Ivoire sur les questions environnementales, mais aussi la solidité de son économie et son engagement croissant face aux défis climatiques. En accueillant cette institution internationale, le pays confirme son ambition de jouer un rôle central dans la gouvernance climatique du continent.

L'implantation du FVC à Abidjan vise avant tout à rapprocher les mécanismes de financement des besoins réels des États africains. Le bureau régional aura pour mission de renforcer la coordination des projets, d'offrir un appui technique accru et de faciliter l'accès aux ressources financières destinées à lutter contre les effets du changement climatique.

Au-delà de l'enjeu environnemental, les retombées économiques s'annoncent significatives. La création d'emplois qualifiés, le développement de compétences locales et l'émergence d'un écosystème dédié au financement climatique devraient accompagner cette installation.

Ce nouveau pôle régional permettra également de soutenir des initiatives structurantes dans des secteurs clés tels que l'agriculture durable, les énergies renouvelables ou encore la gestion des ressources naturelles. Il contribuera en outre, à renforcer la résilience des pays africains face aux dérèglements climatiques.

Avec cette désignation, Abidjan s'impose un peu plus comme une plateforme incontournable en Afrique de l'Ouest, appelée à rayonner sur l'Afrique centrale et une partie de l'Afrique du Nord dans la mise en œuvre des politiques climatiques.



# MONDIAL 2026 : LA RDC FAIT PLIER LA JAMAÏQUE ET RETROUVE LA COUPE DU MONDE 52 ANS APRES

Dans la nuit mexicaine de Guadalajara, tout ne s'est pas joué avec élégance, mais tout s'est joué avec le cœur. Et parfois, c'est bien la seule chose qui compte.

La République démocratique du Congo (RDC) a arraché son billet pour la Coupe du monde 2026 au terme d'un combat long, nerveux, presque étouffant face à la Jamaïque. Une victoire minimale (1-0), obtenue après prolongations, qui vaut pourtant immensément plus qu'un simple score : elle met fin à 52 années d'absence sur la scène mondiale.

Le match, lui, n'entrera pas dans les anthologies pour sa beauté. Trop d'enjeu, trop de tension. Les gestes étaient hésitants, les passes imprécises, et les occasions rares. Dès les premières minutes, Cédric Bakambu pensait pourtant lancer les siens sur de bons rails. Un but refusé pour hors-jeu qui donnait le ton d'une soirée frustrante.

Les Léopards ont dominé, insisté, tiré 19 fois au total sans jamais vraiment trouver la justesse nécessaire. En face, la Jamaïque n'a existé que par éclairs, notamment une tentative lointaine de Leon Bailey. Rien de suffisant pour faire basculer la rencontre.

C'est finalement sur un détail, comme souvent dans ces matchs verrouillés, que tout a basculé. À la 101e minute, sur un corner bien frappé, Axel Tuanzebe surgit et pousse le ballon au fond... de la cuisse. Un geste improbable, presque maladroit, mais parfaitement décisif. Après vérification vidéo, le but est validé. La délivrance.

Au coup de sifflet final, ce n'est pas seulement une équipe qui gagne. C'est tout un pays qui respire, célèbre, se souvient. Depuis 1974, la RDC attendait ce moment.

Désormais, un nouveau défi se profile. Dans un groupe relevé, les Congolais croiseront notamment le Cristiano Ronaldo du Portugal et le meneur colombien James Rodríguez. Mais pour l'instant, l'heure n'est pas à l'analyse.

Elle est à la joie. À la fierté. Et à ce sentiment rare, presque oublié : celui de retrouver la Coupe du monde 52 ans après.



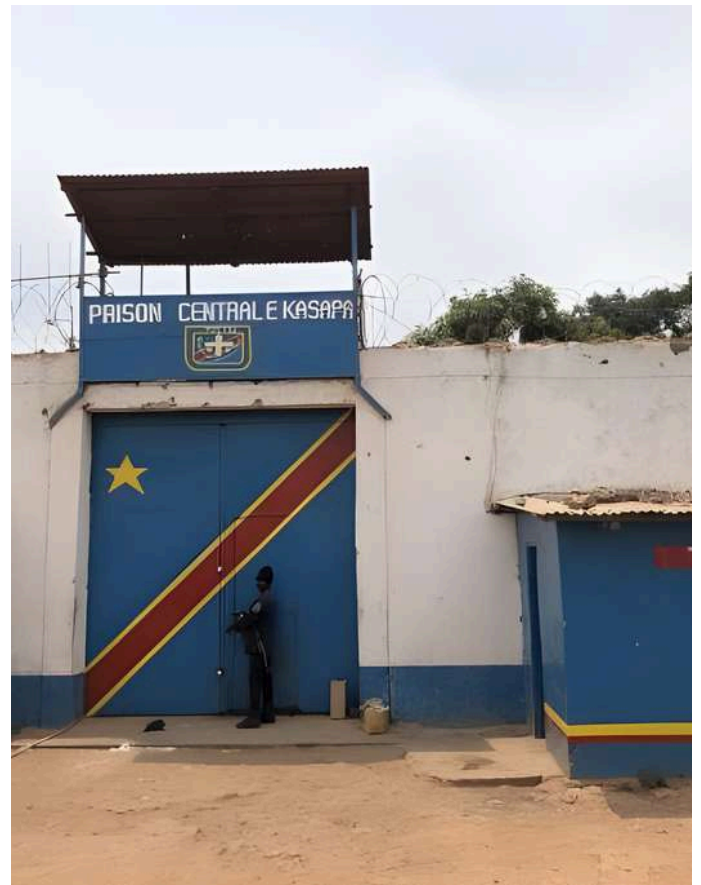
# RDC : UNE PRISON FRAPPÉE DE PLEIN FOUET PAR LE CHOLÉRA, 11 MORTS ET DES DIZAINES DE CAS ENREGISTRÉS

Une situation sanitaire alarmante s'est déclarée dans l'ouest de la République démocratique du Congo (RDC), où une épidémie de choléra a frappé la prison centrale de Mbanza-Ngungu.

Depuis la confirmation officielle de la maladie le 27 mars, le bilan s'est alourdi à 11 décès parmi les détenus, tandis que plus de 70 cas ont été enregistrés dans cet établissement qui compte environ 800 prisonniers.

Le ministre de la Justice, Guillaume Ngefa, a qualifié la situation de « particulièrement préoccupante », pointant une propagation rapide de la maladie dans un environnement déjà fragile.

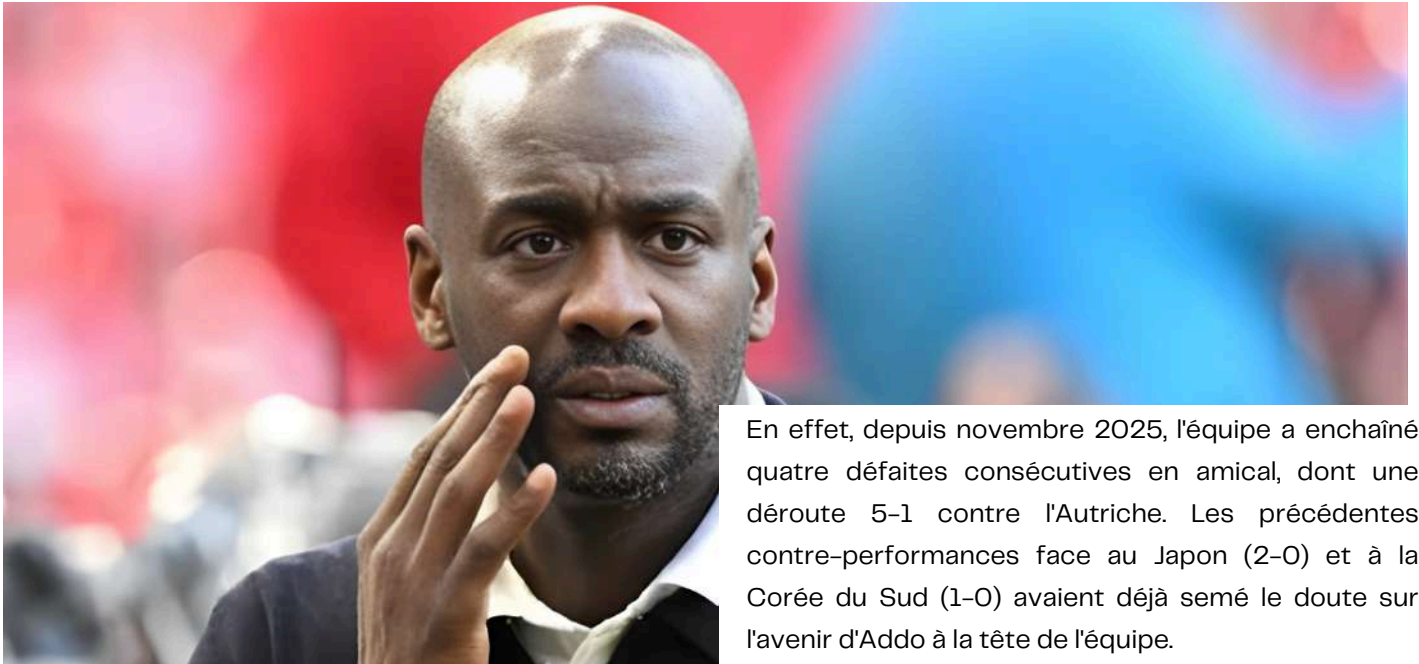
Cette crise met en lumière les conditions de détention difficiles qui caractérisent de nombreuses prisons du pays.



Héritées pour la plupart de l'époque coloniale, ces infrastructures souffrent de surpopulation, d'un accès insuffisant à l'eau potable et de services de santé limités. Dans ces conditions, les maladies infectieuses comme le choléra, mais aussi la tuberculose et le paludisme, se propagent facilement.

Face à l'urgence, des équipes médicales ont été déployées sur place, afin de prendre en charge les malades et renforcer les mesures de prévention, notamment par la vaccination. Les autorités ont également annoncé des opérations d'assainissement, de désinfection et de contrôle de la qualité de l'eau. En parallèle, les nouvelles admissions à la prison ont été temporairement suspendues pour tenter de contenir la propagation de l'épidémie.

# MONDIAL 2026 : LE GHANA CHASSE SON SÉLECTIONNEUR OTTO ADDO À 73 JOURS DE LA COMPÉTITION



En effet, depuis novembre 2025, l'équipe a enchaîné quatre défaites consécutives en amical, dont une déroute 5-1 contre l'Autriche. Les précédentes contre-performances face au Japon (2-0) et à la Corée du Sud (1-0) avaient déjà semé le doute sur l'avenir d'Addo à la tête de l'équipe.

Le Ghana est désormais à la recherche d'un nouveau sélectionneur à moins de trois mois du début de la Coupe du monde 2026. Otto Addo, qui occupait le poste depuis deux ans, a été limogé de manière brutale, à la suite d'une série de défaites décevantes lors des matchs amicaux de préparation.

C'est en pleine nuit, quelques heures après une défaite 2-1 contre l'Allemagne à Stuttgart, que la Fédération ghanéenne de football (GFA) a annoncé la séparation avec le technicien de 50 ans. Un communiqué de l'instance dirigeante a confirmé que la décision prenait effet immédiatement. "La Fédération ghanéenne de football se sépare de son sélectionneur principal, Otto Addo, et lui exprime sa gratitude pour ses contributions à l'équipe nationale. Nous lui souhaitons le meilleur dans ses projets futurs", a précisé la GFA. L'annonce a ajouté que des informations concernant la direction technique des Black Stars seraient communiquées en temps voulu. Cette décision intervient après une série de résultats inquiétants pour les Black Stars.

Même si sa qualification pour la Coupe du monde 2026, acquise avec brio, aurait pu jouer en sa faveur, ces mauvais résultats en matches amicaux et l'échec retentissant à la CAN 2025 ont finalement scellé son sort.

À seulement 73 jours de la Coupe du monde, la décision de limoger Addo soulève de nombreuses interrogations. Fallait-il agir dès maintenant, ou aurait-il été préférable d'attendre pour laisser passer les matchs amicaux avant de prendre une telle mesure ?

Alors que la Coupe du monde approche à grands pas, l'équipe des Black Stars devra rapidement se réorganiser et se remettre sur les rails. L'avenir immédiat du football ghanéen se jouera dans les semaines à venir, avec l'objectif de redonner confiance à une équipe qui a besoin de se reconstruire pour espérer retrouver sa place parmi les grandes nations du football mondial.

# UGANDA : UNE ÉCOLE MATERNELLE FRAPPÉE PAR UNE ATTAQUE MORTELLE, QUATRE ENFANTS TUÉS



Un drame d'une rare brutalité a frappé une école maternelle de Kampala, en Ouganda, jeudi 2 avril. Quatre enfants en bas âge, âgés de deux à trois ans, ont perdu la vie lors d'une attaque au couteau perpétrée par un homme qui a depuis été interpellé par les autorités.

D'après les premiers éléments de l'enquête, le suspect se serait présenté à l'établissement sous prétexte d'inscrire un enfant. Après avoir entamé les démarches administratives, il aurait soudainement sorti une arme blanche et attaqué les enfants présents. Trois garçons et une fillette figurent parmi les victimes, tandis qu'une dizaine d'autres enfants ont échappé à la mort.

La scène s'est déroulée dans le quartier de Ggaba, à proximité du lac Victoria, plongeant familles et riverains dans un profond choc. Rapidement maîtrisé après une tentative de fuite, l'agresseur a été intercepté par des habitants en colère, certains cherchant à se faire justice eux-mêmes avant l'intervention de la police. Placé en garde à vue, il fait désormais l'objet d'investigations pour déterminer les motivations de son geste, encore inconnues à ce stade.

Sur place, l'émotion était palpable. Des proches des victimes, bouleversés, ont exprimé leur incompréhension face à une telle violence visant des enfants si jeunes. Les autorités, représentées notamment par le chef de la police, se sont rendues sur les lieux, où un important dispositif de sécurité a été déployé.

Si ce type d'attaque reste exceptionnel dans le pays, l'Ouganda a déjà été confronté par le passé à des violences touchant des établissements scolaires, notamment lors des exactions de la Armée de résistance du Seigneur ou des actions menées par les Forces démocratiques alliées. Ce nouveau drame ravive les inquiétudes autour de la sécurité des lieux éducatifs et laisse une communauté endeuillée face à l'inexplicable.

# Contactez-nous aujourd'hui

## Mian Media

✉ [infos@mianmedia.com](mailto:infos@mianmedia.com) | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



## Suivez-nous sur :



visitez : [www.mianmedia.com](http://www.mianmedia.com)

Mian Media

# Hamaniè

N°093- 03/04/2026